



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 22 MAI 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Transports et Mobilités
Durables

L'an deux mille quatorze le vingt deux mai à dix huit heures, *le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:
Billettique interopérable - Demande de subvention FEDER - Révision du plan de financement

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRESENTES

Alain CAYMARIS pouvoir à Jacques LECOINTE, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Michèle PELASSY pouvoir à Claude PIANETTI, Thierry PESCE pouvoir à Malika GUELLATI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENTEXCUSE :

CARRIERE Christophe

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Fabien MATRAS

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 6/6/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 10/6/2014

Par délibération n° C 2011_112, en date du 22 septembre 2011, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a approuvé le projet « Usages numériques innovants - technologie sans contact » en répondant à l'appel à projet NFC de l'Etat.

Ce projet intègre l'évolution du système billettique communautaire vers un système interopérable avec celui des autorités organisatrices de transport partenaires, Région Provence Alpes Côte d'Azur et Conseil Général du Var.

Par délibération n° C 2012_116, en date du 15 novembre 2012, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a sollicité le concours financier de l'Union Européenne au titre du Programme Opérationnel du Fonds Européen de Développement Régional Provence-Alpes Côte-d'Azur (PO FEDER) 2007-2013 dans le cadre de son axe 5 - Développer les modes de transports alternatifs à la route pour les particuliers et les activités économiques - et plus spécifiquement le domaine 5.1 - Promouvoir des transports urbains et péri-urbains propres et des modes de déplacement alternatifs à la route.

Le projet a été réalisé à hauteur de 80% et sera achevé au plus tard en janvier 2015 par le développement de modules permettant le paiement des titres de transport par connexion internet.

Le montant de l'opération a été réduit à 198 617,50€HT par rapport au montant initial prévisionnel de 200 000€HT.

De plus, la subvention allouée par l'Etat dans le cadre de l'appel à projets NFC porte uniquement sur la partie « déploiement » du système s'élevant à un montant de 126 000€HT à un taux de 30%, ce qui représente 19% du montant total de l'opération..

Afin d'intégrer les différentes modifications, il convient donc de modifier le plan de financement qui devient le suivant:

Co-financeurs	Montant H.T.	Pourcentage
Union Européenne	99 308,75 €	50,00%
Etat (Appel à projet NFC)	37 800,00 €	19,00%
Financement CAD	61 508,75 €	31,00%
TOTAL	198 617,50 €	100,00%


En conséquence, il est demandé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- solliciter une aide de l'Union Européenne au titre du Programme Opérationnel du Fonds Européen de Développement Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Régional et de tout autre organisme susceptible de financer l'opération ;
- Approuver le plan de financement de l'opération et son inscription au budget ;
- s'engager à prendre à sa charge le complément de financement dans le cas où l'aide européenne attribuée est inférieure au montant sollicité ;
- s'engager à pré-financer l'opération dans le cas de l'obtention d'un concours communautaire ;
- s'engager à conserver toutes les pièces du dossier en vue de contrôles français ou communautaires ;
- s'engager à informer le service instructeur de toute modification intervenant dans les éléments ci-dessus mentionnés ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tous documents en lien avec le dossier de demande de subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 43 voix pour et 19 abstentions (AMBROSINO Franck, BOUZEREAU Gilbert, CERET Stéphan, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FRANCIN Sylvie, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain) décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 mai 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.